

distortion préjudiciable de l'économie, due au mouvement des ressources des secteurs contrôlés vers les secteurs libres. En outre, plus la période de contrôle serait longue, plus il faudrait un appareil complexe. Des injustices inévitables, supportables à court terme, devraient être redressées par des révisions et des appels au fur et à mesure que la période se prolongerait.

Un dernier problème dont je veux parler, c'est la nécessité de créer rapidement un tel appareil au besoin et de le doter des cadres administratifs et de surveillance nécessaire, et celle de donner sans délai à toutes les personnes intéressées une compréhension très nette de leurs responsabilités. C'est pourquoi je proposerais que le Parlement adopte une sorte de loi sur les mesures de guerre économique; autrement dit, qu'il prévoit un régime de contrôle par voie législative, sans toutefois l'appliquer pour l'instant.

Que le gouvernement propose une mesure et donne au Parlement, aux groupes intéressés et au public l'occasion de l'étudier. Améliorons le régime proposé grâce à une participation générale; puis, mettons-le de côté jusqu'à ce que, les politiques d'expansion à l'étude ayant porté fruit, certains secteurs ou domaines de l'économie commencent à chauffer. Le moment venu, la compréhension et l'approbation publiques requises pour que le régime soit un succès existeront déjà; nous disposerons donc d'un moyen efficace pour casser les reins de la spirale inflationniste.

M. Frank Moores (Bonavista-Trinity-Conception): Monsieur l'Orateur, l'exposé budgétaire montre nettement que le gouvernement et ses conseillers ne se rendent pas compte de l'état de l'économie du pays. Compte tenu des chiffres visant le chômage publiés récemment, l'exposé budgétaire qui, au moment où il a été présenté reconnaissait l'incertitude du gouvernement quant à l'orientation de la situation économique au Canada, révèle maintenant à quel point le gouvernement s'est trompé dans ses perspectives économiques.

Monsieur l'Orateur, le budget est l'œuvre d'un homme qui ne sait pas réellement à quoi s'attendre. Il n'offrait aucun stimulant immédiat à l'économie. Il se fondait sur l'hypothèse d'une relance de l'économie. D'après les chiffres les plus récents visant le chômage, comme mes collègues l'ont expliqué, nous voyons que le chômage s'est accru à un rythme vertigineux pour atteindre un sommet au Canada depuis dix ans. Quelle est la réaction du ministre des Finances (M. Benson) face à cette situation? Il réagit de la manière habituelle en répétant les mêmes lieux communs: «que les nouvelles mesures prévues dans le budget... commenceront à produire leur effet prochainement». Je voudrais savoir ce qu'entend le ministre des Finances par «commencer». Quand compte-t-il commencer? Il est évident qu'il n'a pas encore commencé. Comment compte-t-il commencer? Rien dans ce minibudget ne permet même un minicommencement, et il faudrait bien plus. Il est manifeste, monsieur l'Orateur, que le gouvernement actuel n'a qu'un changement de vitesse économique: départ, arrêt, marche arrière, mais certainement pas de marche avant.

A la fin de décembre dernier il y avait au Canada 150,000 chômeurs de plus qu'à pareille époque l'année précédente. En tout, 538,000 Canadiens valides n'ont pas pu trouver d'emploi. Ce chiffre de 538,000, monsieur l'O-

rateur, est celui des chômeurs, mais bien d'autres sont touchés, et directement, du fait que ceux-là ne trouvent pas d'emploi. En calculant la moyenne des personnes à charge par travailleur au Canada, on trouve 1,700,000 à 1,800,000 Canadiens, hommes, femmes et enfants, qui subissent directement les effets cruels du chômage. Le nombre des personnes directement affectées par le chômage au Canada aujourd'hui dépasse la population de chacune des provinces du Canada sauf l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique. En fait, c'est plus que la population totale des trois provinces Maritimes.

La situation actuelle dérive directement de l'action du gouvernement dans certains domaines et de son inaction dans d'autres. Nous ne l'avons jamais vu planifier avec sagesse, ni même réagir une fois la crise certaine. Même maintenant que la crise a éclaté, quelle est la position du gouvernement? Le premier ministre suppléant a fait observer que le gouvernement avait prévu une réduction constante du chômage et il dit maintenant qu'on n'a aucune raison de revenir sur cette prévision. Il ajoute ensuite que le gouvernement n'a pas de projets immédiats ni de nouveau plan de bataille pour réduire le chômage.

Je crois qu'il est maintenant évident pour tous les Canadiens, même les plus inconscients, sauf pour le gouvernement, qui paraît encore plus inconscient, que le gouvernement est incapable, non seulement de planifier avec tant soit peu de sagesse, mais même d'exécuter un projet valable formulé par quelqu'un d'autre. La situation actuelle du Canada frôle la catastrophe et le premier ministre suppléant, le ministre des Finances et leurs collègues y font face avec l'initiative qu'on attendrait de robots. Le gouvernement n'a jamais été reconnu pour ses programmes efficaces et ses prévisions exactes, pourtant des membres du cabinet sont toujours optimistes au sujet de l'économie et ils maintiennent leurs pronostics antérieurs d'une réduction constante du chômage. Cet après-midi, nous avons entendu le ministre du Travail (M. Mackasey) dire qu'il fallait du courage pour produire le chômage. Il en a paru fier. Je dis que pour y remédier, il faudra de la sagesse et c'est ce qui fait défaut.

• (5.50 p.m.)

Nous venons d'apprendre que le nombre de chômeurs a augmenté de 13 p. 100 depuis la fin de novembre, 40 p. 100 de plus qu'à pareille époque l'an dernier. Le gouvernement garde son optimisme. Que faut-il pour convaincre le gouvernement de se rendre à l'évidence et de comprendre qu'une crise est imminente au pays et qu'il importe d'agir? Il nous faut bien plus que ce que nous avons eu dernièrement, ce qu'on pourrait presque appeler un gouvernement par perception extra-sensorielle.

Une des caractéristiques du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir est qu'il traite les gens comme s'ils étaient des numéros; il compte sur un ordinateur pour trouver des solutions, alors qu'il devrait comprendre que les Canadiens sont des individus qui éprouvent des sentiments. Les gens ne peuvent être passés à l'ordinateur et, en négligeant de le reconnaître, le gouvernement fait preuve de la plus grande cruauté car il néglige et gaspille la plus grande richesse d'un pays; sa population elle-même. On prétend que le gouvernement a freiné l'économie de propos délibéré pour combattre l'inflation. On a